



Bujumbura, le 20/ 5 /2016

N° de réf : 010 /PARCEM/HM/5/2016

**Déclaration de PARCEM par rapport au dialogue inter burundais qui
s'annonce ce 21 Mai 2016 à ARUSHA**

**Cinq résultats sont impatientement attendus par les
burundais :**

Comme PARCEM l'a toujours répété, si le dialogue inter burundais démarre, il ne devrait pas être à la syrienne ou à l'instar du dialogue israélo-palestinien où les résultats salvateurs sont toujours reportés aux calendes grecques. Les burundais sont fatigués, ils veulent un dialogue court ; car, dans le passé, ils ont déjà dialogué en profondeur sur des questions de fonds. Les accords qui en sont issus sont intacts ; plutôt, il faut les protéger.

En fin de compte, le dialogue aboutirait sur quels résultats utiles pour la nation et les citoyens ?

PARCEM en voit cinq :

1. Arrêt de toute forme de violence ; d'où qu'elle vient quelque soit celui qui la commet. Suivi des mécanismes de lutte contre l'impunité qui a toujours eu pignon sur rue dans ce pays. Bref, un climat d'apaisement permettant le retour des réfugiés.
2. L'engagement de tous les participants à faire de *l'Accord d'Arusha et la Constitution les véritables socles de stabilité de notre pays, garder jalousement ses acquis*. Ce qui garantit la stabilité des générations actuelles et futures. Réactualiser les mécanismes de suivi de leur mise en application.
3. Des institutions avec toute légitimité requise qui recouvrent la confiance des partenaires et pouvoir mobiliser les fonds nécessaires pour alléger la souffrance du peuple. Rétablir les principes démocratiques : libertés publiques, libertés des médias,

[2]

société civiles, fractionnement des partis politiques, préparations des élections libres, transparentes évitant toute forme de contestation. Bref, les conditions qui enlèvent l'étiquette de pays en crise aux yeux des partenaires.

4. L'engagement de respect des principes sacro-saints de bonne gouvernance pour bannir *le cancer de la corruption, enrichissement illicite, détournement des biens publics, conception monarchique du pouvoir*, etc.
5. Débat sur la situation socioéconomique du Burundi et sa place par rapport aux autres pays afin d'enclencher la dynamique d'engager le pays sur la voie de l'émergence.

PARCEM souhaite bonne chance à tous ceux qui seront invités au dialogue et d'œuvrer pour l'intérêt supérieur de la nation et invite la médiation d'user de génie et de sagacité nécessaires pour nous faire arriver à ces résultats.

Pour PARCEM

Faustin NDIKUMANA

Directeur Exécutif

